

LETTRE À MM MACRON ET COLLOMB

En 1986 j'avais 16 ans et nous étions lycéens, étudiants et fonctionnaires dans la rue comme aujourd'hui. Je n'oublierai jamais que l'un des nôtres est mort sous les coups des gardes mobiles et c'est pour cela que le projet Devaquet de réforme de l'université avait été retiré...

Aujourd'hui c'est ma fille qui a 16 ans. Comme tous les jeunes de son âge elle est terriblement inquiète pour son avenir, dans une société qui laisse sur le côté les plus fragiles et les plus précaires.

Ce qu'il s'est passé le 22 mai au Lycée Arago est très grave. Lorsqu'un gouvernement tape sur ses enfants, c'est toujours un aveu d'échec.

Ce déploiement des forces de l'ordre et les événements qui en ont découlé témoignent de votre volonté de casser le mouvement des lycéens et des étudiants désireux d'être acteurs de leur avenir. Le délire judiciaire qui s'en est suivi avec la mise en examen d'élèves mineurs témoignent de votre incapacité à gérer la situation, mais surtout votre volonté d'en faire des exemples afin d'apeurer élèves et parents. C'est réussi !

Ce matin encore, devant le lycée, la police était sur le pied de guerre à 6h du matin pour empêcher une trentaine de jeunes de 15 à 18 ans de se regrouper devant leur établissement et manifester leur opposition à Parcoursup. Le matin du 22 mai, devant ce même lycée, la police gazait enfants et parents, venus en témoins assister au blocus afin de contenir tout débordement.

Pour autant MM Macron et Collomb, dorénavant vous n'aurez plus seulement les lycéens et étudiants à gérer mais également les parents !

Nous ne vous laisserons pas impunément frapper nos enfants et détruire leur avenir. Nous ne laisserons pas la police les gazer, les charger durant les manifestations qui restent un droit en démocratie, même pour les enfants mineurs, n'en déplaise au ministre de l'intérieur. Et face à cette police qui gaze, charge et matraque sans distinction, nous continuerons de les protéger.

Nous assistons depuis plusieurs années à une criminalisation des mouvements sociaux, qui aujourd'hui atteint son paroxysme en condamnant des gosses qui dans l'euphorie d'une manifestation ont eu la prétention de vouloir se réunir en assemblée générale pour débattre de la suite de leur mouvement.

Aussi, MM Macron et Collomb, entendez bien que lorsque la République tente de museler la jeunesse par la répression, elle perd son âme. Et n'oubliez pas que dans 4 ans, nos enfants voteront...

Une mère en colère